

Le système totalitaire

La terreur, qui vise à l'uniformisation, à la soumission radicale, à la perte de toute identité et à l'égalisation : par exemple, les intrusions systématiques dans la vie privée des individus à l'aide de l'instauration de caméras à leur insu (le phénomène des caméras à l'insu des gens se retrouve également dans certaines entreprises férues de harcèlement), les menaces, allusions, sous-entendus et purges. Il s'agit de maintenir l'individu dans un état permanent de peur donc de survie, qui épuise ses propres défenses.

La désolidarisation et l'isolement, clés de la réussite d'un harcèlement (désolidarisation qui peut aller jusqu'à la délation mensongère de proches) : « la transformation des classes en masses et l'élimination parallèle de toute solidarité de groupe sont la condition *sine qua non* de la domination totale ».

Le discours paradoxal, la dissimulation et la perte des repères : incohérence des directives, mensonges, ambiguïté et sous-entendus sur les critères. Le discours est paradoxal, au point que l'individu ne sait plus à qui se fier ni ce qui est vrai ou faux pour celui dont il dépend : l'ancien monde des valeurs est noirci, et le nouveau monde totalitaire apparaît comme un monde « propre », présenté comme le seul acceptable. Outre l'incohérence gouvernementale de Staline (par exemple, sur les plans quinquennaux successifs), les critères de l'ennemi sont flous :

quiconque est un ennemi potentiel, un « parasite social », surtout ceux qui n'en ont pas l'air. Ce flou laisse la porte ouverte à la poly-interprétation et à la panique.

Le bouc émissaire : il peut être un individu en particulier (Pr Raoult, par ex), ou un groupe d'individus (« les conspirationnistes », « les complotistes »), institué en bouc émissaire, et jugé responsable de tous les maux dont souffre la population.

La culpabilisation et l'humiliation : elles sont utilisées, avec la peur, afin d'éviter la désobéissance. Tout citoyen qui n'est pas zélé pour suivre des ordres destructeurs et contradictoires est alors jugé comme « le mauvais citoyen » qui n'œuvre pas pour « le bien de sa patrie », et sera condamné à une autocritique publique.

L'infantilisation, la perte d'autonomie et l'anonymat : le pouvoir décide à la place du peuple ce qui est bon pour lui, et place peu à peu ses sujets dans une position d'une dépendance absolue (dépendance économique, politique, sociale). Chaque sujet devient anonyme, et remplaçable par tout autre citoyen. »